

37



## En hausse

**CRAZY HORSE** - La direction du Crazy Horse et les danseuses en grève durant deux soirs pour la première fois dans l'histoire du cabaret sont parvenues, le 17 mai, à un accord sur une revalorisation de 15% des salaires. Une danseuse gagne en moyenne moins de 2 000 euros net par mois.



## En baisse

**CRÉDIT AGRICOLE** - L'action de la banque est tombée à son plus bas historique, jeudi 17 mai en clôture, à 3 euros. En Bourse, le Crédit agricole s'est effondré de plus de 30% depuis le début de l'année, affaibli par son exposition au risque grec à travers sa filiale locale Emporiki.

## Les cours du jour (18/05/12, 09h54)

EURO	1 euro	1,2671 dollar (achat)
OR	Once d'or	1554 dollars
PÉTROLE	Light Sweet Crude	92,38 dollars
TAUX D'INTÉRÊT	France	2,84 (à dix ans)
TAUX D'INTÉRÊT	Etats-Unis	1,73 (à dix ans)

### LA CRISE DE LA ZONE EURO

# La « peur de tout perdre » des Grecs

Depuis les élections du 6 mai, les retraits des dépôts dans les banques se situeraient entre 2,5 et 3 milliards d'euros

**A**u bas mot 1,5 milliard d'euros ! C'est la somme qu'auraient retirée les Grecs de leurs banques depuis le début de cette semaine. Lundi 14 mai, le président de la République a annoncé que 800 millions avaient été repris en une seule journée. Selon un spécialiste du secteur bancaire, qui veut rester anonyme, les retraits des dépôts depuis les élections du 6 mai se situeraient entre 2,5 et 3 milliards.

Compte tenu du climat d'incertitude régnant dans un pays qui va connaître ses deuxième élections en l'espace d'un mois, les Grecs ont une peur bleue d'une sortie de l'euro. A chaque fois que des déclarations politiques ou des rumeurs évoquent un retour à la drachme, ils se dirigent vers leurs banques pour récupérer ce qu'il leur reste d'économies.

Depuis le déclenchement de la crise, fin 2009, le niveau des dépôts a baissé de 72 milliards d'euros, soit une chute d'un tiers. Cela représente une moyenne de retrait de 2,5 milliards par mois, avec des piques à 5 ou 7 milliards, lors de grosses tensions.

C'est ce qui s'est passé en mai 2010, lors du premier plan de sauvetage. Et également en mai 2011, après des déclarations de la commissaire européenne grecque sur un retour à la drachme. Et, en septembre 2011, quand la « troïka » (Banque centrale européenne, Fonds monétaire international, Commission européenne) avait quitté Athènes en claquant la porte, laissant planer le risque d'une faillite du pays, 7 milliards d'euros avaient été retirés.

Ces nouvelles fuites surviennent alors que les banques grecques sont dans un état critique, après avoir participé à l'effacement d'une partie de la dette grecque. D'autant qu'elles n'ont toujours pas été recapitalisées.

Les dirigeants européens et la directrice du FMI, Christine Lagarde, parlent désormais ouvertement d'une sortie du pays de l'euro, et la perspective d'une victoire de la gauche radicale, aux législatives du 17 juin, suscite l'inquiétude de certains épargnants.

Alexis Tsipras, le leader du Syriza, affiche sa volonté de rester dans l'euro, mais les responsables européens expliquent qu'ils cesseront leur soutien financier si la Grèce n'applique pas les mesures d'austé-



De plus en plus de particuliers retirent leurs économies des banques, craignant qu'elles ne se transforment en drachmes. ANGELOS TZORTZINIS/AFP

rité. L'agence de notation Fitch a abaissé, jeudi 17 mai, de deux points la note de la Grèce, mettant en avant les risques d'une sortie de l'euro.

« Quand je pars à l'étranger, je prends de l'argent pour le placer sur des comptes plus sûrs. J'ai peur de tout perdre », reconnaît un cadre. Sur les 72 milliards d'euros envolés des coffres des banques depuis fin 2009, 16 milliards sont partis à l'étranger, selon l'ancien ministre des finances, Evangelos Venizelos.

### « Les vieux ont tout pris ! »

De plus en plus de particuliers retirent leurs économies pour les placer sous le matelas, de peur qu'elles ne se transforment en drachmes sur leurs comptes en banque. Il y a quelques mois, un méde-

cin, qui était allé retirer de l'argent pour payer des travaux, s'étonnait de ne recevoir que des coupures de 20 euros. Il interroge le caissier qui lui avoue : « Nous n'avons plus de gros billets, les vieux ont tout pris ! »

Selon l'économiste Panayotis Petrakis, la moitié de l'argent retiré des banques est destinée à subvenir aux besoins immédiats et à compenser la chute du pouvoir d'achat, dû aux baisses des salaires et des retraits.

Plus des trois quarts des Grecs sont favorables à l'euro et redoutent un retour à la drachme. Pour l'avocat Constantin Karagounis, ce scénario est un cauchemar : « Ce serait une défaite nationale et une dégradation du pays qui nous ferait revenir à notre niveau des années 1950. Avec une différence : à

cette époque-là, nous étions pauvres, mais en croissance. »

Le président de la chambre de commerce et d'industrie d'Athènes, Constantin Michalos, prédit un « chaos complet ». « Les banques vont s'effondrer. Cela entraînera une dépression sévère en Grèce et une grande récession dans toute l'Europe », dit-il. Le président de la branche grecque de la Chambre internationale de commerce, Nicolas A. Vernicos, redoute lui, « un climat de guerre civile », en cas de retour à la drachme.

Quand on l'interroge sur les bénéfices éventuels pour les exportations ou le tourisme, il reste désemparé : « Le taux d'exportation est inférieur à 20%. Même dans l'industrie alimentaire, nous ne pouvons couvrir que 52% de nos

besoins. Et qui viendra en vacances dans une Grèce pas chère, si le pays est en pleine tourmente ? »

Les grandes entreprises étrangères se préparent à une éventuelle sortie de l'euro. Tous les contrats comportent une clause monétaire, au cas où. Et elles veillent à ce que les emprunts soient souscrits en droit grec pour bénéficier des effets d'une éventuelle dévaluation, qui réduirait leur dette.

Dans sa boutique de céramiques et de décorations, Eutyxia Barzou préfère garder l'euro, mais s'inquiète surtout de la situation présente : « Je ne sais pas ce qui se passera si l'on revient à la drachme. Ce que je sais, c'est que la situation d'aujourd'hui est catastrophique et que je n'ai pas de quoi vivre. » ■

ALAIN SALLES

### Le FMI suspend tout contact avant les élections

Le Fonds monétaire international (FMI) a annoncé, jeudi 17 mai, qu'il suspendait ses contacts avec la Grèce et se refusait à travailler avec le gouvernement transitoire, attendant les élections législatives du 17 juin.

Le FMI a accordé, en mars, à Athènes, un prêt de 28 milliards d'euros. Il n'a déboursé que 1,6 milliard et devait verser 1,6 milliard de plus fin mai. Mais cela nécessite un gouvernement ayant une majorité au Parlement. Le versement devrait donc intervenir en juin au plus tôt. Sous réserve de l'application des mesures demandées par le FMI.

## Les épargnants paniquent, les investisseurs n'ont plus confiance, Madrid est dans l'impasse

Madrid  
Correspondance

C'EST UN NOUVEAU COUP DUR pour le secteur financier espagnol. L'agence de notation Moody's a abaissé, jeudi 17 mai, la note de 16 banques. Les trois plus grandes, Santander, BBVA et Caixa-Bank, perdent trois crans (de AA3, haute qualité, à A3, qualité moyenne supérieure), tandis que trois autres (Liberbank, Cajamar et Lico Leasing) tombent dans la catégorie des « obligations pourries ».

Moody's justifie cette mesure par la « rapide » détérioration de la qualité de leurs actifs ou encore « l'accès restreint aux marchés de capitaux ». Cette semaine, l'agence affirmait dans un rapport qu'elles « sont vulnérables à la récession de 0,3% au premier trimestre et à la crise immobilière conti-

nue ». Elle prévenait que « les crédits problématiques et les pertes vont continuer d'augmenter ».

La nouvelle est tombée alors que l'Espagne affronte une grave crise du secteur financier. Le gouvernement avait annoncé, le 9 mai, la nationalisation partielle de la quatrième banque espagnole, Bankia, dont les actifs « toxiques » s'élèvent à 31,8 milliards d'euros.

Il a adopté, le 11 mai, une nouvelle réforme destinée à assainir les banques, la deuxième en trois mois et la quatrième depuis le début de la crise. Mais les doutes persistent sur des banques qui détiennent 184 milliards d'euros d'actifs « problématiques », des crédits à des promoteurs hérités de la bulle immobilière.

Jeudi, le journal *El Mundo* a révélé que les clients de Bankia

auraient retiré près de 1 milliard d'euros en moins de dix jours. La banque, qui compte 10 millions de clients en Espagne et près de 400 000 actionnaires, a démenti l'information. Toutefois, Bankia, qui aura besoin d'au moins 4,7 milliards d'euros pour respecter les nouvelles exigences de provisions imposées par le gouvernement, traverse des « moments économiques extrêmement convulsifs », a reconnu son nouveau président, José Ignacio Goirigolzarri.

Lundi, son cours boursier avait encore perdu 14%. En dix jours, le titre a chuté de près de 50% et de plus de 63% depuis l'entrée en Bourse de Bankia en juillet 2011, ce qui correspond à une perte de près de 3,8 milliards d'euros de capitalisation boursière.

Les banques ne sont pas seules à faire peser des doutes sur la sol-

tabilité de l'Espagne. Les régions autonomes, responsables des deux tiers de la déviation du déficit public en 2011 (à 8,5% du produit intérieur brut au lieu des 6% prévus), ont elles aussi été sanctionnées par Moody's.

### Vives critiques

L'agence de notation a abaissé la note de l'Estrémadure (de A3 à Baa1) et de l'Andalousie (de A3 à Baa2), tandis que la Catalogne et la Murcie chutent au niveau des « obligations pourries », y rejoignant Valence et la Castille-la Manche. Selon Moody's, cette sanction est due à « la faible probabilité que les gouvernements régionaux soient capables de respecter l'objectif de déficit en 2012 », fixé par Madrid à 1,5% du PIB.

Le ministère de l'économie a vivement critiqué cette dégrada-

tion tombée le jour même où le conseil de politique fiscale et financière, chargé du contrôle des budgets des régions, se réunissait pour évaluer leurs programmes d'austérité. Or « la quasi-totalité des autonomies s'est engagée, avec des plans crédibles, à respecter les objectifs de déficit », s'est félicité Cristóbal Montoro, le ministre du budget.

Les régions sont déterminées à économiser 18 milliards d'euros cette année, 13 milliards par le biais de coupes budgétaires et 5 milliards grâce à des augmentations d'impôts. D'abord rebelles, la Catalogne et l'Andalousie, gouvernée par des partis d'opposition, se sont finalement pliées aux exigences du gouvernement et ont présenté des plans d'économies qui prévoient notamment des baisses de salaires pour les

fonctionnaires.

Le gouvernement, qui a approuvé en un temps record une réforme du marché du travail, deux réformes du secteur financier, une loi de stabilité budgétaire et des coupes dans la santé et l'éducation, avoue qu'il se trouve dans une impasse. « Nous faisons tout ce qui est nécessaire en termes d'ajustements de politique budgétaire et de réformes structurelles et nous pensons qu'il devrait y avoir une forme de réaction de la Banque centrale européenne », a affirmé le secrétaire d'Etat à l'économie, Jiménez Latorre.

Alors que les taux d'emprunts de sa dette souveraine ont dépassé le niveau « insoutenable » des 6%, signe du manque de confiance des investisseurs, l'Espagne en appelle à l'Europe. ■

SANDRINE MOREL

28

## LA CRISE DE LA ZONE EURO

## A la City, on se prépare à la possible sortie de la Grèce de la zone euro

Citigroup, Barclays, HSBC... ont adapté leurs systèmes à une réintroduction de la drachme

Londres  
Correspondant

Alors que le premier ministre britannique, David Cameron, a réitéré, jeudi 17 mai, ses vives inquiétudes sur l'avenir de la zone euro dont la survie « est en question », selon lui, la City se prépare à un retrait possible de la Grèce de la monnaie unique et au retour de la drachme.

En novembre, la Financial Services Authority (FSA), le régulateur de la City, avait demandé aux banques britanniques de réfléchir dans le plus grand secret à un plan d'urgence « dans la perspective d'un départ désordonné de certains pays de la zone euro ».

Peu d'informations ont filtré depuis sur ce processus afin de ne pas effaroucher les partenaires européens. Ce qui est certain, c'est que le Forex, le premier marché des changes au monde, est aujourd'hui à la pointe de cette opération.

Les grands participants au négoce londonien des devises, à l'instar des banques Citigroup, Barclays et HSBC, ont adapté leurs systèmes informatiques à une possible réintroduction de la drachme. « Un retrait grec est inévitable et sera suivi par d'autres. Nous sommes prêts pour toute éventualité », indique le courtier britannique ICAP à propos de sa future plate-forme de trading destinée, le cas échéant, à exécuter des ordres en drachmes.

Par ailleurs, les banques britanniques ont passé en revue les mécanismes de liquidités et de transferts en cas d'implosion de la zone euro. Leurs services juridiques réexaminent les contrats de prêts.

Objectif : s'assurer du règlement en euros et non pas en drachmes, en cas du retour à la monnaie nationale.

A l'exemple de ce que fait la Royal Bank of Scotland, des séminaires sont régulièrement organisés au profit des clients en vue d'explorer ensemble les différents scénarios pour la Grèce, leur coût financier et les canaux de contagion.

## Inquiétudes réelles

Parallèlement, dans le cadre du renforcement des fonds propres, les banques britanniques profitent de la crise de l'euro pour réduire la voilure de leurs activités dans les pays périphériques - l'Espagne, le Portugal et l'Irlande - dans lesquels elles sont très exposées.

A écouter Terry Smith, PDG du courtier Tullett Prebon, en cas de crise, Londres pourrait garantir les prêts toxiques octroyés par ses banques à des clients ou à des gouvernements de « l'euroland ».

La mise en garde peu diplomatique de David Cameron sur la survie de l'euro, relayée par le gouverneur de la Banque d'Angleterre, Mervyn King, est certes destinée à mettre le retour à la récession de l'économie britannique sur le compte de la crise d'une zone euro qui absorbe 40 % des exportations britanniques.

Reste que l'inquiétude de Londres à propos de l'exposition des banques britanniques à la dette des établissements financiers de la zone euro est réelle à la lumière du poids considérable du secteur financier dans la vie économique du royaume. ■

MARC ROCHE

## Selon le magazine « Forbes », le patron de Microsoft est le pire PDG américain

Les « erreurs stratégiques » de Steve Ballmer, successeur de Bill Gates, sont dénoncées

New York  
Correspondant

Sous la photo du médiatique Donald Trump - milliardaire américain de l'immobilier et du casino - un titre accusateur : « Vous êtes viré ». Le magazine Forbes publie dans sa dernière livraison un classement peu ordinaire : celui des PDG qui « auraient déjà dû être licenciés ».

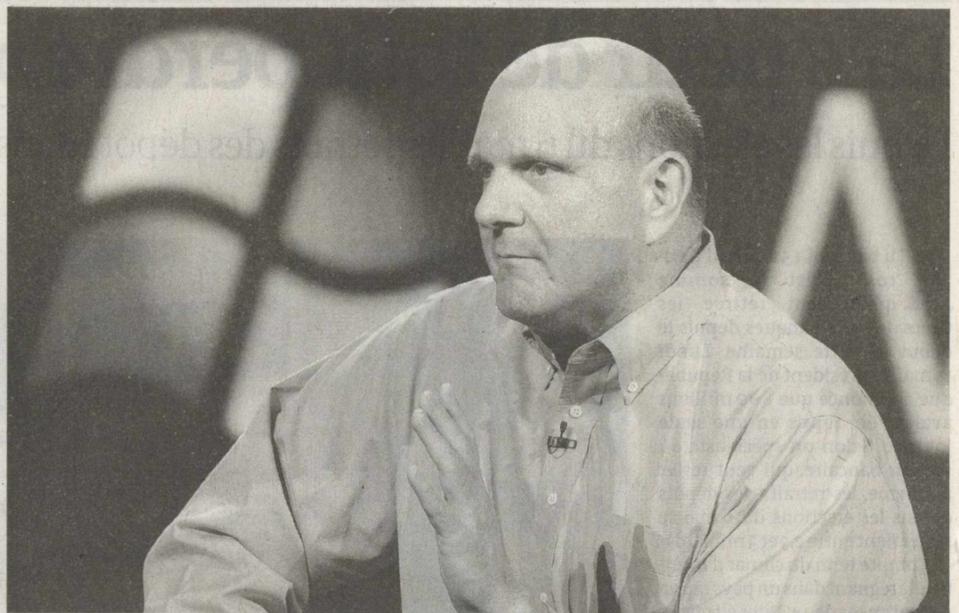
Jamie Dimon, patron de JPMorgan Chase, la banque qui vient de miser à perte plus de 3 milliards de

Les autres managers « qui auraient dû être virés » : Edward Lampert (Sears) et Mike Duke (Walmart)

dollars (2,4 milliards d'euros), n'a pas eu le temps d'y figurer. Ou bien ses déboires sont-ils apparus trop conjoncturels ?

Car ce qui caractérise le choix de Forbes, c'est l'erreur stratégique majeure. A cette aune, et « sans le moindre doute », écrit le magazine, Steve Ballmer, successeur de Bill Gates chez Microsoft, mérite la palme. « Bien que 19<sup>e</sup> sur la liste des milliardaires, M. Ballmer ne devrait pas être autorisé à prendre d'aussi incroyables risques pour ses investisseurs et ses salariés... »

Ce qui lui est reproché est connu : incapable d'avoir saisi le tournant qui a vu la connexion téléphonie-informatique prendre le pas sur l'ordinateur personnel, pis, incapable de corriger à temps son erreur stratégique, M. Ballmer



Steve Ballmer, patron de Microsoft. KEVORK DJANSEZIAN/AFP

aurait non seulement poussé sa propre société vers l'abîme (Microsoft a perdu la moitié de sa capitalisation boursière et plusieurs de ses produits récents ont essuyé des échecs), mais entraîné dans son sillage des entreprises de premier ordre au sein de « son écosystème » : Dell, Hewlett-Packard et même Nokia », estime Forbes. Et le magazine, bon camarade, d'appeler le conseil d'administration de Microsoft à « s'occuper plus attentivement » de ce qui advient dans son entreprise et « d'agir avant que les choses empirent ».

Le médaillé d'argent de la honte managériale est Edward Lampert, PDG du gros distributeur Sears. D'échec en revers, il a fait passer l'action de son entreprise de

170 dollars en 2007 à 30 au pic de la crise en 2009 - niveau auquel il est depuis englue. Il « n'avait dès le départ pas la moindre idée de la façon de créer de la valeur avec Sears », tranche le bimensuel.

Médaillé de bronze, Mike Duke est plus célèbre. Patron de Walmart, numéro un mondial de la grande distribution, il se voit reprocher depuis son arrivée, il y a deux ans, d'avoir fermé les yeux sur des procédures illégales menées par ses cadres pour se développer à l'étranger ou - pis - « rien fait » contre elles et en connaissance de cause.

Le New York Times a révélé une énorme affaire de pots-de-vin impliquant Walmart au Mexique. Sous son égide, la firme aurait sui-

vi « une stratégie erronée » insouciant de la montée du commerce numérique.

L'exercice vise encore les PDG de General Electric et Cisco. Il est pour le moins inattendu. D'ordinaire, la « revue des riches » (son surnom) privilégie les success stories que reflètent ses célèbres classements : les personnes les plus opulentes, les patrons les mieux payés, les « people » les plus influents, les femmes les plus puissantes, les gourous de la finance les plus écoutés, etc.

La crise et son cortège de pensées chagrines auraient-ils fini par contaminer jusqu'au sein même d'une institution indéfectiblement « positive » ? ■

SYLVAIN CYPEL

## Flux d'immigration record en Allemagne

En 2011, le pays a accueilli 24 000 Grecs et 21 000 Espagnols, 90 % et 51 % de plus qu'en 2010

Berlin  
Correspondance

L'Allemagne, eldorado des jeunes - Européens. Sous l'effet de la crise, le pays a connu l'an dernier une immigration record, selon les chiffres publiés, mercredi 16 mai, par l'office fédéral des statistiques Destatis.

En 2011, 958 000 personnes se sont installées sur le territoire allemand, soit 20 % de plus que l'année précédente, pour un solde migratoire de 279 000 personnes. Selon Destatis, cette progression - la plus forte depuis quinze ans - s'explique en partie par les difficultés économiques au sein de l'Union européenne.

C'est ainsi que 24 000 Grecs et 21 000 Espagnols se sont installés en Allemagne l'an dernier, soit une hausse respective de 90 % et 51 %. L'Hexagone n'est pas en reste : en 2011, près de 15 000 ressortissants français ont durablement posé leurs valises outre-Rhin (+4,5 %).

En valeur absolue, le gros des immigrants vient surtout des pays entrés depuis 2004 dans l'Union européenne, encouragés par l'abolition des dernières barrières à la libre circulation des travailleurs. Depuis mai 2011, 350 000 Polonais, Hongrois, Bulgares et Roumains ont profité des nouvelles dispositions leur permettant de travailler en Allemagne sans autorisation préalable.

L'Allemagne, longtemps perçue comme peu accueillante, est désormais un pays d'immigration. Sept millions de personnes

détentrices d'un passeport étranger vivent en République fédérale, soit une augmentation de 2,6 % par rapport à 2010.

Cette évolution, encouragée par le gouvernement, fait l'objet d'un consensus tacite au sein des forces politiques. L'Allemagne n'a guère le choix : selon les calculs récents de la Bundesbank, elle doit accueillir 200 000 étrangers par an si elle veut seulement compenser la faiblesse de son taux de fécondité.

## Déséquilibres

Au vu de sa bonne santé économique, les industriels estiment que cela ne suffira pas. Les entreprises sont de plus en plus nombreuses à se plaindre de la pénurie de main-d'œuvre qualifiée et de candidats à l'apprentissage.

Dans les régions économiquement les plus dynamiques, comme le sud du pays, la Rhénanie-du-Nord-Westphalie et la région de Francfort, on rivalise de créativité pour attirer les jeunes Européens dès leur sortie de l'université. Si cet afflux d'étrangers à la faveur de la crise ne peut que réjouir les démographes allemands, certains experts craignent qu'il n'accuse les déséquilibres à l'intérieur de l'Union européenne, entre un centre économique performant et une périphérie désertée par ses meilleurs éléments.

A Madrid et à Barcelone, les cours d'allemand dispensés par les instituts Goethe n'ont jamais été aussi fréquentés par les jeunes Espagnols. ■

CÉCILE BOUTELET

## Automobile : le Royaume-Uni capte les investissements

Pour produire sa nouvelle Astra, Opel a préféré son site britannique à son usine allemande

Et le gagnant est... le Royaume-Uni ! Opel, la filiale européenne de General Motors, a annoncé, jeudi 17 mai, qu'elle allait confier la production de la prochaine génération de l'Astra, lancée en 2015, aux usines d'Ellesmere Port au Royaume-Uni et de Gliwice en Pologne.

S'il ne faisait aucun doute que l'usine polonaise allait être désignée, la britannique est une vraie surprise. Opel a donc préféré l'Angleterre à l'Allemagne. L'actuelle Astra est en effet en partie produite à Rüsselsheim, site sur lequel ses 3 500 salariés assemblent près de 20 000 voitures par an.

Cependant, l'usine-phare de la marque allemande, qui produit principalement des Insignia, ne devrait pas rester vide après 2015. Elle pourrait hériter de la production de véhicules de PSA Peugeot Citroën, dans le cadre de l'alliance entre GM et PSA.

Selon les rumeurs qui circulaient jusqu'à présent, GM avait l'intention de fermer à l'horizon 2014 l'usine britannique, qui produit sous la marque anglaise Vauxhall, et l'usine Opel de Bochum, en Allemagne.

C'était sans compter avec le lobbying du gouvernement britannique, et sans doute de ses finances, pour retenir GM et ses 2100 emplois. Les salariés ont, par ailleurs, été contraints de négocier leur contrat de travail.

Avec la prochaine Astra, Ellesmere Port va bénéficier de 155 millions d'euros d'investissements et de 700 créations d'emplois. Plus largement, près d'un milliard d'euros devraient être dépensés dans le réseau local des sous-traitants, ce qui pourrait créer pas moins de 3 000 emplois dans cette région.

Cette annonce du constructeur allemand est loin d'être la seule bonne nouvelle pour le secteur automobile au Royaume-Uni.

Si l'industrie automobile sous capitaux britanniques a sombré dans les années 1980, elle est en plein renouveau depuis la fin des années 2010, grâce aux investisseurs étrangers qui ont repris nombre de marques britanniques en désherence.

Et le « Made in Britain » est en train de remonter la pente. En 2011, les usines britanniques ont produit 1,45 million de véhicules, contre 1,34 million un an auparavant. Cela devrait encore augmenter, car il ne se passe plus un mois sans qu'un constructeur n'annonce des investissements.

## Largesses du gouvernement

Le plus entreprenant est le groupe indien Tata, qui a racheté Jaguar Land Rover en 2008. Après la création d'une usine de moteurs dans les Midlands, le constructeur s'est engagé à investir plus de 1 milliard d'euros par an d'ici à 2016 pour lancer 40 modèles de Jaguar comme de Land Rover. Face au succès de sa « Range Rover Evoque », il accélère pour augmenter les capacités de production de ce 4x4 à l'allure très sportive.

BMW a également décidé de confier à son usine britannique, située à Cowley, dans l'ouest de l'Angleterre, la production de la nouvelle version de sa Mini. Nissan a, pour sa part, annoncé en avril 2012 son intention d'investir 160 millions d'euros dans son usine de Sunderland pour un nouveau véhicule, tandis que Toyota prévoit le recrutement de 1500 salariés dans son usine de Burnaston, près de Derby. Enfin, Ford ou

encore MG Rover, désormais aux mains de Chinois, poursuivent leurs investissements. Non seulement en raison de la présence d'une main-d'œuvre bon marché,

mais également du fait des largesses d'un gouvernement qui fait tout pour soutenir les investissements étrangers. ■

PHILIPPE JACQUÉ

## OSP VENTES AUX ENCHERES PUBLIQUES

01.49.04.01.85 - annonces@osp.fr

LA VILLE DE PARIS vend LIBRES  
Aux Enchères Publiques, en la Chambre des Notaires de PARIS,  
12 avenue Victoria à PARIS 1<sup>er</sup> - LE MARDI 12 JUIN 2012 à 14h30  
(Dépôt des chèques de consignation à partir de 13h30)

144 boulevard Suchet à PARIS 16<sup>ème</sup> : UNE CHAMBRE de 13 m<sup>2</sup>  
au 3<sup>ème</sup> étage sur cour compr. : une pièce avec lavabo - Conso énergétique : E

Mise à Prix : 72.000 € - (Consignation : 14.400 € par chèque simple)  
Visites les 25 mai 2012 de 11h à 13h, 2 juin de 14h à 16h, 6 juin de 14h à 16h

50-50 ter boulevard Richard Lenoir à PARIS 11<sup>ème</sup> : 2 BATIMENTS  
fortement dégradés, sur un terrain de 113 m<sup>2</sup> : élevés chacun d'un RdC,  
d'un étage et de combles. Cave en s/sol. Courette - Dépourvus  
d'installation de système de production de chauffage

Mise à Prix : 275.000 € - (Consignation : 55.000 € par chèque de banque)  
Visites les 29 mai 2012 de 11h à 13h, 1<sup>er</sup> juin de 14h à 16h, 5 juin de 14h à 16h

Renseignements : Maître LIEVRE, Notaire Associé à PARIS 1<sup>er</sup>  
14 rue des Pyramides - Tél. : 01.44.77.37.71

33 rue Bonaparte à PARIS 6<sup>ème</sup> : UN APPARTEMENT de 5 P. de 128,50 m<sup>2</sup>  
au 3<sup>ème</sup> étage, compr. : entrée, salon, salle à manger, 3 chambres,  
cuisine, 2 w.c., salle de bains, salle d'eau, 2 débarras  
Au s/sol UNE CAVE - Conso énergétique : D

Mise à Prix : 1.208.000 € - (Consignation : 241.600 € par chèque de banque)  
Visites les 24 mai 2012 de 14h à 16h, et les 2 et 5 juin 2012 de 11h à 13h

12 rue des Nonnains d'Hvères à PARIS 4<sup>ème</sup>  
\* UN APPARTEMENT de 2 Pièces, de 54,20 m<sup>2</sup>, au RdC, compr. : entrée, séjour,  
chambre, cuisine, w.c., SdB - Au s/sol UNE CAVE - Conso énergétique : E

Mise à Prix : 380.000 € - (Consignation : 76.000 € par chèque de banque)  
\* UN APPARTEMENT de 2 Pièces, de 45,60 m<sup>2</sup>, au RdC,  
compr. : entrée, petite cuisine, séjour, chambre, SdB avec w.c.  
Au s/sol UNE CAVE - Conso énergétique : F

Mise à Prix : 300.000 € - (Consignation : 60.000 € par chèque de banque)  
Visites les 24 mai 2012 de 11h à 13h et les 2 et 5 juin 2012 de 14h à 16h

Renseignements : Maître BOURGES, Notaire Associé à PARIS 8<sup>ème</sup>,  
77 boulevard Malesherbes - Tél. 01.44.90.14.14  
Internet : www.encheres-paris.com

# Pour que les relations entre la France et l'Iran prennent un nouveau départ Paris pourrait adopter une vision plus constructive sur le nucléaire civil

Ali Ahani

Ambassadeur de la République islamique d'Iran à Paris

Comme le démontrent les premiers contacts officiels entre la Perse et la France (fin du XIII<sup>e</sup> siècle) ou les récits de voyage du Chevalier Chardin (XVII<sup>e</sup> siècle) et *Les Lettres persanes* de Montesquieu (XVIII<sup>e</sup> siècle), ou encore le choix du prénom Sadi dans la famille de Sadi Carnot – célèbre président de la République française du XIX<sup>e</sup> siècle – en hommage au grand poète persan Saadi de Shiraz, les relations sept fois centennaires entre les deux grands peuples iraniens et français trouvent des racines profondément ancrées dans l'histoire des deux pays.

Après la victoire de la révolution islamique en Iran [en 1979], les circonstances

internationales et certaines difficultés d'ordre bilatéral avaient empêché le renforcement des relations entre les deux pays et l'exploitation des potentiels communs.

Dé plus, malheureusement, au cours des dernières années, les relations et coopérations entre l'Iran et la France ont été particulièrement influencées de manière inadéquate et injuste par la question nucléaire.

Le programme nucléaire iranien a débuté il y a plus d'un demi-siècle avec la participation des pays occidentaux (y compris la France) et s'est poursuivi avec des objectifs purement civils et en vue d'assurer les objectifs de développement du pays.

Rappelons que l'Iran est membre de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et a ratifié le traité de non-prolifération nucléaire (TNP) des années avant même que la France n'y adhère [le texte a été ratifié en 1970 par l'Iran et en 1992 par la France].

L'ensemble des activités nucléaires iraniennes est donc sous la surveillance de

l'AIEA. Par conséquent, la poursuite de celles-ci et de l'enrichissement d'uranium en Iran ne laisse place à aucune inquiétude.

L'AIEA a conduit 4 000 inspections-jours [l'équivalent de 4 000 jours d'inspec-

**« Les négociations pourront, grâce à la volonté réelle et sérieuse des parties, à condition que le réalisme les domine, ouvrir la voie à l'obtention d'un compromis »**

tions si le travail avait été fait par un seul homme] en Iran. Des dizaines d'inspections inopinées ont également été menées et ont confirmé l'absence de toute déviation dans le programme nucléaire iranien. Les négociations redémarrées à

Istanbul en janvier avec le groupe des 5+1 [Etats-Unis, Russie, Chine, France et Grande-Bretagne, plus l'Allemagne] se poursuivront le 23 mai, à Bagdad.

Ces négociations pourront, grâce à la volonté réelle et sérieuse des parties, et à condition que le réalisme les domine, ouvrir la voie à l'obtention d'un compromis qui permette, d'une part, de dissiper les inquiétudes de la partie occidentale, et, d'autre part, d'apporter à la partie iranienne les assurances nécessaires relatives à la poursuite de ses activités nucléaires et de l'enrichissement d'uranium sur son sol à des fins tout à fait civiles, ainsi que la garantie de la mise en place de coopérations globales et diversifiées entre les deux parties.

Dans cette voie, même s'il n'est pas imaginable de s'attendre à ce que la France prenne ses distances avec ses autres alliés, il est du moins permis d'espérer qu'elle opte désormais pour une vision réaliste et constructive, et qu'elle œuvre pour la reconnaissance des droits inaliénables de l'Iran dans le domaine de la technologie

nucléaire pacifique, conformément à l'article 4 du traité de 1968 sur la non-prolifération nucléaire, agissant enfin pleinement pour la réussite des négociations.

Ainsi, des canaux de dialogue constructif et de très haut niveau pourront être réhabilités et les relations historiques privilégiées entre la France et l'Iran seront rétablies à un niveau conforme à la grandeur de ces deux civilisations.

Ces relations réhabilitées dans le cadre du respect mutuel et du désir d'assurer les intérêts communs des deux pays de la manière la plus adéquate permettront l'ouverture d'un nouveau chapitre de coopération franco-iranienne. ■

Sous la présidence de Nicolas Sarkozy, la position française était de refuser, d'atténuer les mesures coercitives prises contre l'Iran, sans engagement par ce dernier de suspendre ses activités d'enrichissement d'uranium

# Les politiques d'austérité sont des échecs Mais la relance aussi est une voie délicate

Charles Wyplosz

Professeur d'économie à l'Institut des hautes études internationales et du développement

On se réjouit vite en France du 6 mai. L'élection de François Hollande coïncide avec un rejet des partis traditionnels par les électeurs grecs. Vu de Paris, cela signifie la fin de la domination allemande et des politiques d'austérité. Les lendemains risquent de déchanter.

Il ne fait aucun doute que la stratégie adoptée en mai 2010, lors du sauvetage de la Grèce, était erronée. Au lieu de la laisser restructurer sa dette en liaison avec le Fonds monétaire international (FMI), on l'a obligée à suivre une politique d'austérité vouée à l'échec. La souffrance économique et sociale n'a pas produit les résultats escomptés et les électeurs grecs ont de bonnes raisons d'être très fâchés.

L'émergence de partis populistes de gauche et de droite en est la conséquence directe. En France aussi, Nicolas Sarkozy a choisi l'austérité, sans comprendre que cela allait lui coûter sa réélection en dopant les voix qui se sont portées sur les partis populistes de gauche et de droite. En fait, atténuer l'austérité est le mieux que l'on puisse espérer et ce choix dépend de la chancelière Angela Merkel.

On aimerait bien sûr voir les pays en récession (Grèce, Portugal, Espagne, Italie, France, Belgique, Irlande, Pays-Bas) renverser la vapeur et adopter des politiques budgétaires de relance. Les Pays-Bas exceptés, aucun de ces pays n'en a les moyens. Tous ces pays ont déjà de gros déficits et de lourdes dettes. Même sans relance, ils ont besoin d'emprunter. Or les marchés financiers refusent déjà de prêter à la Grèce et au Portugal. Une vraie relance fermera la porte à quiconque d'autre s'y hasarderait. En dehors des marchés, les pays peuvent emprunter auprès du FMI, des pays amis ou des fonds européens. Dans tous les cas, de fait l'Allemagne dispose d'un droit de veto.

François Hollande demande deux choses : une augmentation des ressources de la Banque européenne d'investissement (BEI) et l'utilisation des fonds de la Commission non dépensés. Mais la BEI prête en moyenne 60 milliards d'euros par an, soit 0,5% du PIB européen. Les sommes disponibles à Bruxelles sont du même ordre. Même en doublant les ressources de la BEI, hypothèse héroïque, le coup de pouce total serait donc de 1%. Ce n'est pas rien, mais c'est insuffisant.

On parle d'eurobonds, ces emprunts garantis collectivement par tous les pays de la zone euro. C'est une belle et grande idée, un exemple de solidarité européenne, une image du futur. Mais une garantie collective ne peut que reposer sur une confiance réciproque. Chaque pays doit convaincre tous les autres qu'il honore sa part de cette nouvelle dette. Les eurobonds exigent donc un pacte budgétaire très rigoureux, contrôlable et dont la mise en œuvre est assurée.

Quand François Hollande dit qu'il ne signera pas le nouveau traité, il tue le principe des eurobonds. Même s'il devait finir pas l'accepter et faire voter la « règle d'or » à la française, il ne convaincra pas grand monde, car cette règle est un faux-semblant : trop compliquée, trop vague, elle ouvre la porte à trop d'échappatoires. Encore une fois, c'est Angela Merkel qui décidera, car sans soutien allemand il n'y aura pas d'eurobonds.

L'Allemagne pourrait accepter d'apporter sa garantie à ces emprunts futurs, car ils ne seraient pas lestés par les dettes existantes. Mais cela signifie que les dettes existantes deviennent juniors (subordonnées aux précédentes dites seniors), comme on dit. Le risque est grand que cela déclenche un mouvement de panique qui provoque des faillites en série.

On pourrait aussi demander à la Banque centrale européenne (BCE) d'en faire plus. Certes, mais quoi ? Le taux d'intérêt est de 1%. Il peut baisser, mais trop peu pour faire une différence. La BCE pourrait aussi acheter des dettes publiques. Une solution est qu'elle finance directement les mesures de relance, mais ça, c'est interdit par le traité. L'Allemagne en a toujours fait un casus belli. Elle pourrait le faire indirectement, en achetant les dettes existantes ou en prêtant aux banques qui prêteraient aux Etats. Elle le fait déjà. Les banques regorgent de liquidités mais elles ont très peur de prêter davantage aux Etats. Je vois déjà la réponse : on va obliger les banques à le faire. Autrement dit, en prendre le contrôle. François Mitterrand a essayé en 1981 avec un résultat catastrophique. Décidément, la BCE n'est pas le bon vecteur de relance.

Si les dettes sont ainsi ramenées à des niveaux bas, non seulement le poids des intérêts de la dette est réduit, ouvrant ainsi des marges de manœuvre pour une relance. Mais, de plus, si la dette est faible, les marchés pourraient se remettre à prêter. C'est trop beau pour être vrai, hélas. D'abord, un pays qui renie sa dette est banni des marchés financiers, ce qui est bien

**« Les grands perdants seraient les pays les plus grands, donc l'Allemagne en premier et la France en second »**

compréhensible. Ensuite, les dettes de chaque pays sont détenues par les banques locales. Un défaut impliquerait donc une faillite de ces banques et donc le besoin pour le gouvernement d'emprunter pour les recapitaliser.

Enfin, une partie des dettes des pays en crise sont détenues par la BCE et les autres pays, à travers divers mécanismes, dont le fait que la BCE est la propriété des Etats membres. Les grands perdants seraient les pays les plus grands, donc l'Allemagne en premier et la France en second. C'est la hantise des Allemands. Ils seront amenés à payer, mais uniquement lorsqu'ils seront acculés à un risque d'éclatement de la zone euro. Encore une fois, M<sup>me</sup> Merkel tient la clé.

Si j'étais, moi, président de la République, je ferais les choses suivantes. Je n'irais pas dans les capitales européennes proposer une alliance anti-Merkel. Je cesserais de considérer la finance comme l'ennemi numéro un, car j'ai besoin d'emprunter. Je demanderais les efforts de réduction des déficits soient échelonnés sur une décennie au moins.

Je ratifierais le pacte budgétaire en inscrivant dans la Constitution une vraie règle budgétaire, celle dite du frein à l'endettement adoptée par l'Allemagne en 2009, mais dont la mise en œuvre, sagement, ne commencera pas avant 2016. Je plaiderais pour des restructurations de dettes publiques pour la Grèce et le Portugal très vite, pour d'autres pays s'il le faut ensuite. Je me garderais bien d'augmenter mes dépenses. J'essaierais de négocier avec les marchés des prêts qui me permettraient de relancer l'économie en réduisant les prélèvements obligatoires. Mais c'est sans doute la raison pour laquelle je ne serai pas, moi, président de la République. Entre autres. ■

# Un « contrat universel » à plusieurs plutôt qu'un mariage à deux, fût-il gay

Lionel Labosse

Enseignant et écrivain

Avec l'élection de François Hollande, l'ouverture du mariage aux personnes de même sexe semble imminente. Je propose, au lieu d'ouvrir le mariage, de le supprimer, ou plutôt de le confondre avec le pacs en un contrat universel ouvert à l'avantage de possibilités, mais qui ne transforme pas les célibataires en pigeons de la farce.

Contrairement à ce qu'avancent les partisans du « mariage gay », le pacs n'est pas un « sous-mariage », mais plutôt un « sur-mariage », c'est pourquoi mieux vaudrait aligner le mariage sur le pacs que le contraire, tout en conservant ses avantages, bien sûr. La preuve ? Son incroyable succès chez les hétérosexuels, au point que le pacs devrait bientôt dépasser le nombre de mariages. Et encore, si, à défaut de ce contrat universel, l'on obtenait deux réformes minimes, cela accélérerait le processus. La première de ces réformes serait le droit d'assortir le pacs d'un mariage religieux ; la seconde serait de ne pas obliger les couples binationaux à se marier pour espérer la naturalisation.

Mariage ou pacs, le total des couples constitués est en augmentation. Les ennemis que furent naguère les prêtres de toutes religions et les militants homosexuels s'accordent dans l'apologie de la fidélité, assortie d'une prophylaxie maximale en matière sexuelle, VIH oblige. Dans le même ordre d'idée, le maintien des prostitué(e)s dans la précarité s'accommode bien de la promotion du « mariage gay ». De plus en plus marginalisés, les célibataires, hétéros ou homos, sont d'autant plus matraqués par le fisc, qu'il faut compenser les droits coûteux octroyés à de plus en plus de couples.

Souvenez-vous : avant 1981, l'homosexualité était impensable. Puis François Mitterrand vint et l'homosexuel cessa d'être un paria. L'intelligentsia se choisit alors un autre impensable : le « polygame ». Ce n'est pourtant pas la polygamie que permettrait ce contrat universel, mais le « polyamour », qu'il soit sexuel ou non.

Mais n'y a-t-il pas un abîme entre condamner la polygamie sexiste et cantonner au nombre de deux les unions légales ? Un contrat universel rendrait possible des unions dans lesquelles chacun des contractants serait à égalité avec chacun des autres. Le « troupe » ou « ménage à trois » serait l'une des possibilités ; un tel contrat serait une alternative au divorce

et une solution à de nombreux drames. Les militants homosexuels, qui se prétendent « LGBT » (lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres), réclament au nom de l'égalité une institution matrimoniale excluant de fait les bisexuels, ou du moins les obligeant à renoncer, pour un contrat censé être « pour la vie », à l'une des deux inclinations de leur sexualité, donc à cesser d'être bi pour devenir soit homo, soit hétéro, à moins d'être infidèle, mais alors pourquoi se marier ?

Le mariage monogame est donc « biphobe », et ceux qui le réclament, et ne réclament que cela, le sont aussi, en dépit de leurs tours de passe-passe rhétoriques. Un contrat universel à trois ou quatre constituerait un cadre idéal pour ce qu'on appelle l'« homoparentalité ».

**Créer une union pérenne**

Combien de combinaisons de gays et de lesbiennes rendues possibles par la poésie des petites annonces se heurtent au bout de quelques années à la prose des contingences, et aboutissent à l'aliénation soit du père biologique réduit à l'état de donneur de sperme, soit de la maman, prêteuse de ventre ? Enfin, la crise aidant, nous serons sans doute contraints de partager des logements à plusieurs, inconnus, amis, famille ou amants.

Grâce au contrat universel, des mini-communautés, des familles élargies, des cohabitations d'immigrés tentant d'échapper à la rapacité de marchands de sommeil pourraient acquiescer ensemble un lieu de vie et créer une union pérenne. Il me semble inéquitable que des paires de personnes bénéficient de déductions d'impôt et d'avantages divers sous le seul prétexte qu'elles sont soit mariées, soit pacées, au détriment des célibataires. Ne serait-il pas temps de clarifier les choix divers de vie commune par un contrat universel, qui mette tout à plat et n'accorde des avantages aux uns – au détriment des autres – que pour des raisons incontestables ?

Accueillir les enfants, ou avoir une « personne à charge » me semble une raison légitime de bénéficier de droits, plutôt que simplement vivre en couple, ce qui constitue déjà un avantage en soi par rapport aux célibataires, qui ne peuvent mutualiser aucune dépense quotidienne. Au lieu de s'enfermer dans la voie sans issue du mariage, je propose de prendre le temps de réfléchir à un contrat universel qui nous entraîne vers une société plus libre, plus égalitaire, plus fraternelle. ■

Lionel Labosse a publié « Le Contrat universel : au-delà du « mariage gay » » (éd. A poil, 174 p., 18 €)

Charles Wyplosz conseille divers gouvernements et organisations internationales et siège dans de nombreux conseils scientifiques